

ANDREINA DE CLEMENTI

## LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE ET LE MOUVEMENT OUVRIER ITALIEN

Lorsque, le 16 mars 1917, l'agence Stefani fait parvenir en Italie les premières nouvelles des événements de Russie, le parti socialiste italien était déjà en proie à des divisions qui iront en s'envenimant au fur et à mesure que se précipitera la crise économique et sociale de l'après-guerre italien.

Le P.S.I. est le seul parti de la II<sup>e</sup> Internationale qui se soit opposé à la guerre, officiellement du moins, sans se laisser entraîner par l'exaltation patriotique qui a rallié les autres partis socialistes européens à l'impérialisme, et détruit l'organisation internationale. Le P.S.I. a même été le premier, par l'intermédiaire du député turinois Oddino Morgari, à éviter la dispersion des minorités restées dans l'opposition, et à maintenir les contacts internationaux. Le congrès de Lugano et les conférences de Zimmerwald et de Kienthal ont trouvé dans le P.S.I. un promoteur et un soutien inlassables. Cependant, l'activité internationaliste et le neutralisme sont des orientations qui restent trop proches du pacifisme de l'avant-guerre, et qui s'obstinent à employer des schémas que la guerre a irrémédiablement compromis et que l'on voudrait ressusciter par un acte de bonne volonté.

Aux conférences de Suisse, la majorité des délégués ne font que réaffirmer les principes et les aspirations à la paix qui restent l'apanage de la II<sup>e</sup> Internationale; ils se montrent ainsi essentiellement incapables de procéder à un nouvel examen critique du passé récent du socialisme international, et peu sensibles aux causes économiques et sociales qui ont provoqué une crise aussi profonde en son sein. Plutôt

que d'attaquer les racines de la situation d'alors, plutôt que de prendre conscience de la réalité et des implications politiques de l'impérialisme, les participants des conférences de Zimmerwald et de Kienthal préfèrent s'en prendre aux socialistes français et allemands ou dénoncer avec amertume leur trahison, en proposant encore, dans des termes inchangés, des analyses et des perspectives dépassées par une situation profondément transformée.

L'attitude officielle du parti italien envers la guerre, que résume la formule « ni adhérer ni saboter », repose sur un compromis, sur un équilibre des forces hétérogènes, plusieurs fois rompu au cours de la guerre, et autant de fois patiemment reconstruit par le vieux leader Costantino Lazzari. Pendant toute la période de la guerre, une lutte se poursuit entre la tendance ouvertement réformiste d'une part dirigée par le fondateur du socialisme italien, Filippo Turati, basée principalement sur le groupe parlementaire et la Confédération du Travail, et attirée par les positions de l'interventionnisme démocratique — et, d'autre part, la majorité de la direction du Parti socialiste, qui se borne à des déclarations de pacifisme et de non-collaboration. Si Turati tire sa force de l'organisation syndicale et de son prestige parlementaire, la direction s'appuie sur l'énorme majorité des sections du parti, sur l'*Avanti!* — que dirige Giacinto Menotti Serrati — et sur l'organisation de jeunesse. Les jeunes soutiennent les positions les plus radicales, les plus proches de celles des bolcheviks (sans que les uns ou les autres en aient conscience) surtout en ce qui concerne l'ingénieur napolitain Amadeo Bordiga, largement suivi et profondément estimé par les jeunes.

La formule « ni adhérer ni saboter » invite les deux tendances à ne pas raidir leurs positions respectives au détriment de l'unité du parti.

Cette formule exprime sans doute l'incapacité du parti à faire face aux transformations en cours. Le fait même, pourtant, qu'elle ait pu, en dépit des luttes et de l'hostilité qui régnaient entre les deux fractions, inspirer la politique du P.S.I. tout au long de la guerre, témoigne qu'elle était adaptée aux exigences et aux limites du parti : ce n'est pas par hasard qu'elle a assuré l'équilibre de ce dernier.

Cette ligne d'action se justifie également par un autre facteur, qui a dissuadé F. Turati d'adhérer à la cause

patriotique, tout en augmentant objectivement l'influence de la majorité du parti : les masses italiennes, le prolétariat italien, s'opposent avec résolution à la guerre; celle de Libye a constitué une douloureuse leçon, au bout de laquelle, après tant de promesses et d'espoirs, on s'est retrouvé face à la mort, la misère et le chômage, et personne n'est plus disposé à croire et à s'enthousiasmer pour les perspectives optimistes qu'utilise la propagande à l'occasion du nouveau conflit.

Toutefois la gauche socialiste est incapable de donner une orientation à l'hostilité larvée que suscite la guerre; elle se limite à une opposition de principe, et, jusqu'en 1917, les manifestations de mécontentement sont assez rares. La plate-forme du parti elle-même, ne fait d'ailleurs que répéter les motifs qui ont inspiré la II<sup>e</sup> Internationale; les points de repère valables restent pendant longtemps et non seulement pour les réformistes, les motions votées par les conférences de Zimmerwald et de Kienthal, dont le mouvement ouvrier ignore presque totalement les documents comme il ignore l'existence d'une minorité de gauche. Les contacts avec le mouvement ouvrier russe, même en 1917, passent par les socialistes révolutionnaires et les mencheviks; les sympathies du P.S.I. vont à Tchernov et Martov, dont l'*Avanti!* publie de nombreux articles.

Les positions revendiquées par la gauche du P.S.I. appartiennent à la tradition du socialisme international. Cela explique pourquoi la révolution russe est accueillie et exaltée en Italie surtout pour ses idées pacifistes et sur la base d'une adhésion purement sentimentale et idéologiquement imprécise, qui ne sait rien de l'évolution politique, économique et sociale qui l'a provoquée.

La Révolution de Février constitue un test significatif des orientations socialistes et de leur capacité de saisir à quel point la guerre a accéléré les transformations économiques et sociales au niveau mondial, la dynamique, les rythmes de développement, et surtout la capacité destructrice des forces politiques et sociales que le processus révolutionnaire a libérées et mises en mouvement.

Les diagnostics et les perspectives que l'on peut tirer de cette situation offrent un tableau désolant de la tendance de gauche du P.S.I. elle-même, et préfigurent ce qui se produira dans les deux années cruciales de l'après-guerre,

lorsque les dirigeants socialistes s'avéreront incapables de faire face à l'aggravation de la lutte des classes.

« Junior » (pseudonyme sous lequel écrit le journaliste russe Vassili Soukhomline) et Serrati nous fournissent les premières appréciations sur les événements de Russie, parues dans *l'Avanti!*

Soukhomline, qui va prendre dans l'espace de quelques mois une attitude nettement anti-bolchevique, propose encore aux lecteurs et aux militants italiens le schéma menchevique de la nature démocratique de la révolution russe, et de la perspective d'une réconciliation à brève échéance des mencheviks et des bolcheviks sur l'objectif de la paix : « Il est vrai — écrit Junior le 12 mai — que la fraction de Lénine a soutenu, même dans la lutte contre la guerre, les moyens les plus extrêmes, et que dans la lutte contre le tsarisme, elle a persévéré à refuser toute idée de compromis avec la bourgeoisie. Mais ces divergences sont d'une importance secondaire en considération des vues communes sur le problème fondamental [l'opposition à la guerre]. »

A l'égard de Lénine, il adopte une attitude de dénigrement subtile : en même temps qu'il élimine tous les doutes sur sa droiture morale — la presse bourgeoise internationale avait en effet parlé de corruption lorsque Lénine avait obtenu un visa allemand pour se rendre en Russie — il expose ses positions politiques sans renoncer à un ton paternaliste. « En effet — écrit Junior — Lénine est un dogmatique, un partisan convaincu et passionné du marxisme révolutionnaire, un peu trop abstrait sans doute, et pas toujours soucieux des exigences de la vie, et de la réalité de l'évolution économique » (1).

Les positions politiques de Soukhomline, encore incertaines, expliquent suffisamment ses critères d'interprétation. Cela est également vrai en ce qui concerne Serrati, en dépit de ses affirmations. Serrati est également incapable de saisir la nouveauté du processus révolutionnaire, ou de distinguer dans la réalité le caractère socialiste de celui-ci en dehors de toute opinion de principe.

Dans le cas de la Russie, ce qui distingue un diagnostic réformiste d'un autre, rigoureusement marxiste, ce n'est pas

(1) « Les révolutionnaires russes et la guerre », in *Avanti!*, 25 avril 1917.

la reconnaissance du prolétariat comme force motrice de la révolution. En Russie, la faiblesse et l'insuffisance de la conscience de classe de la bourgeoisie, l'empêchent d'exercer sa fonction historique. La classe ouvrière devient ainsi le protagoniste et le moteur de la phase démocratique-bourgeoise de la révolution. Par conséquent la référence au prolétariat, à ses intérêts et à son émancipation n'implique pas nécessairement que l'on se prononce en faveur d'un aboutissement socialiste des événements de Russie. En effet, dans tous les pays d'Europe, au printemps 1917, toutes les forces ouvrières et démocratiques, sans exception, constatent avec satisfaction la chute du régime tsariste et regardent avec une vive sympathie la classe ouvrière qui l'a abattu. Après la Révolution d'Octobre, ces mêmes forces se divisent et certains courants démocratiques bourgeois se retourneront vers la réaction blanche, visant à détruire le pouvoir de la classe ouvrière.

Le critère des différenciations de ces diverses forces sociales sera alors la reconnaissance des forces et du programme politiques capables de favoriser les intérêts de la classe ouvrière et d'assurer son émancipation, c'est-à-dire capables d'établir les bases de la dictature du prolétariat.

Sur cette base, le jugement de Serrati est extrêmement ambigu et peu pénétrant, partagé entre une tendance socialiste vague et une certaine adhésion à l'interprétation de Turati, qui se fonde sur l'analogie entre la révolution russe et la révolution française. C'est ce dont témoigne le sens qu'il a donné à la convocation de l'Assemblée constituante : « La convocation de l'Assemblée constituante signifie le début d'un renversement fondamental, réellement et profondément révolutionnaire, de toute l'organisation politique et sociale de l'Empire russe » (2).

Il peut sembler que c'est par sévérité excessive que nous lions l'attitude et l'interprétation des événements russes par les dirigeants socialistes italiens à des jugements et à des opinions exprimés à un moment où les perspectives ont un aspect très vague et sont, de plus, brouillées et défigurées par la difficulté des communications, par la rareté des renseignements de source révolutionnaire en face de l'abondance des campagnes calomnieuses entreprises par la bour-

(2) « L'azione proletaria », in *Avanti!*, 18 mars.

geoisie internationale. Reste le fait que ce sont justement ces raisons, ces difficultés, ces incertitudes qui mettent à nu la faiblesse intrinsèque du socialisme italien; en outre, lorsque la situation sera devenue plus claire, les Serrati et les Turati n'auront pas beaucoup dépassé leurs jugements initiaux, et leur compréhension des problèmes soulevés par la Révolution d'Octobre s'avérera plus apparente que réelle. L'histoire des deux années de l'après-guerre et la scission tardive et minoritaire de laquelle naîtra le Parti Communiste d'Italie rendent compte de cette incompréhension, et des différences déjà nettement établies entre 1917 et 1919-1920.

Nous avons déjà cité l'analogie que les réformistes établissaient avec la Révolution française, dans les mois précédant Octobre. Mais pour Turati et son groupe il ne s'agit pas d'une simple référence historique : elle est utilisée en convergence avec la thématique de l'interventionnisme démocratique, avec le souhait que la chute du pouvoir aristocratique russe soit suivie, à courte échéance, par une agitation analogue en Allemagne. C'est en ces termes que s'exprime Turati, le 23 mars, dans un discours à la Chambre des députés, à l'occasion des obsèques des victimes de la Révolution de Février. « Le groupe que j'ai l'honneur de représenter — dit Turati — a pu souhaiter, espérer, que l'heureuse émancipation du peuple russe s'accomplisse essentiellement, exclusivement grâce à ses forces intérieures, sans avoir à passer par le baptême du sang qui a inondé l'Europe (...) Si la Révolution russe parcourt sa trajectoire tout entière, si elle n'est pas étranglée ni trahie, elle conduira bientôt également à la libération de l'Allemagne, c'est-à-dire des Empires centraux. » Après le discours de Turati, la Chambre tout entière est debout, pour applaudir la Russie; le président du Conseil lui-même, Boselli, s'y associe.

La révolution démocratique a été saluée avec le plus grand enthousiasme par les milieux interventionnistes : on y a vu, et on y verra encore pendant quelques mois la possibilité d'un renforcement de l'effort militaire russe, et d'une plus rapide et certaine victoire de l'Entente. Quant à Turati, sa réaffirmation initiale de l'hostilité socialiste à la guerre ne suffit pas à effacer ou atténuer la forte analogie de son argumentation et de ses vœux, avec ceux des milieux italiens interventionnistes.

Devant la Révolution d'Octobre, l'aile réformiste prendra

une attitude bourgeoise à l'occidentale et promenechevique contre la dictature et le régime de terreur instaurés par les bolcheviks. La *Critica sociale*, l'hebdomadaire théorique fondé et dirigé par Turati, publie au printemps 1918 quelques écrits de Kautsky sur les événements russes, et l'appel des mencheviks à l'Internationale, précédé d'une adhésion formelle à son contenu.

C'est dans l'atmosphère de sympathie avec laquelle les forces démocratiques italiennes se tournent vers la Russie, que doit être placé le voyage de la mission du Soviet en Italie qu'un historien italien, Paolo Spriano, a défini non sans raison, « l'un des voyages les plus paradoxaux de l'histoire politico-diplomatique de la première guerre mondiale ».

Le but des délégués est de créer une plate-forme unitaire la plus large possible, en vue de la conférence fixée pour le 15 août à Stockholm; elle devrait agir sur les gouvernements, les contraignant à des négociations de paix, sans annexions ni réparations de guerre, mais fondée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

La plupart des groupes politiques accueillent chaleureusement la délégation, même le social-démocrate Bissolati reçoit les quatre « pèlerins de la paix », Goldenberg, Russanoff, Earlich et Smirnov.

Aussi bien l'aile gauche du P.S.I. que le petit parti socialiste gouvernemental tentent d'utiliser, de façon plus ou moins empirique, la visite des délégués russes et l'enthousiasme qu'elle suscite dans les masses populaires, afin de renforcer leur propre ascendant sur celles-ci ainsi que leur poids politique respectif.

La visite se déroule du 4 au 15 août 1917; les délégués s'arrêtent à Florence, à Milan, à Turin, à Rome et à Bologne, partout acclamés par la foule. Leurs discours sur les objectifs et le programme de la Révolution de Février sont explicites : « Le Soviet a lancé cet appel [« Au prolétariat du monde entier »] parce qu'il est profondément convaincu que le jour où les gouvernements autocratiques auront disparu du monde, l'Internationale de la liberté et de la paix ne sera plus seulement une aspiration mais un fait accompli » (discours de Goldenberg, le 4 août à Turin). On rejette la perspective d'une paix séparée, et on se proclame fidèle à la formule de Zimmerwald : « Toutefois — ajoute encore

Goldenberg — l'influence du Soviet n'est pas limitée à la guerre. Il a transformé politiquement la Russie, en obtenant, par ses pressions, que le gouvernement promulgue une suite de lois qui sont assurément les plus libres du monde. »

La même netteté se retrouve dans les appréciations sur Lénine : « En parlant de Lénine — écrit le reporter de l'*Avanti!* — [les délégués] nous ont affirmé que c'est un homme d'une honnêteté à toute épreuve péchant par idéalisme. Des personnes sans scrupules dont il s'est laissé entourer lui ont fait assumer des responsabilités qui l'ont fait paraître, aux yeux d'un certain nombre, pour un ennemi de la révolution et de la Russie. » (Compte rendu de la visite à Milan.)

Les discours prononcés par les leaders socialistes à cette occasion reproduisent les attitudes que nous avons cherché à esquisser plus haut. A Milan, Turati salue les délégués russes comme « de vrais patriotes », qui ont su faire coïncider les destinées, les intérêts et la défense de la patrie avec ceux de la majorité de ses citoyens. Et Giovanni Bacci, toujours à Milan, au nom de la direction socialiste, se laisse entraîner par un idéal unitaire douteux : « En même temps que nos camarades de Russie — dit-il — nous saluons tous les courants qui agissent dans la Russie lointaine, de Kerenski à Lénine. »

Le comble de l'enthousiasme est atteint à Turin. Une foule imposante, d'environ quarante mille personnes, se rassemble autour des locaux de la Bourse du Travail; on doit renoncer à se réunir à l'intérieur des locaux, et les délégués russes s'adressent d'un balcon à la foule qui se presse corso Siccardi. On les accueille aux cris de « Vive la révolution russe » et de « Vive Lénine », qui seront répétés plusieurs fois au cours de la manifestation. Le délégué Smirnov, ouvrier métallurgiste, est particulièrement acclamé : à Turin les métallurgistes de la Fiat constituent la majorité de la population laborieuse.

Le compte rendu du discours de Serrati est censuré parce qu'en traduisant le discours de Goldenberg, il en altère le sens, et en accentue les accents révolutionnaires. Dans sa conclusion, il exalte la révolution italienne, invitant les ouvriers italiens à imiter leurs camarades russes. Après lui intervient Maria Giudice, une dirigeante locale appartenant à la vieille garde de la gauche révolutionnaire qui jouit d'une



large popularité; un représentant des cheminots; le représentant de la C.G.L. d'Aragona, le secrétaire de la Fiom (fédération des métallurgistes), Bruno Buozzi, et un anarchiste, Acutis. C'est ce dernier qui fait acclamer par la foule le nom de Lénine, contre qui des cris d'hostilité se sont élevés lors du passage à Rome des délégués russes.

L'atmosphère de Turin est surchauffée, et la tension atteint un degré très élevé : il y a la fatigue, le mécontentement, la rébellion sourde qu'ont engendrés dans les masses populaires les deux dures années de guerre, etc. Turin a eu le privilège de voir peu de ses hommes partir pour le front, car la plupart des ouvriers turinois travaillaient dans des industries de guerre.

Mais c'est justement la plus forte concentration industrielle, la présence d'une classe ouvrière évoluée, qui a fait ressentir de façon plus poignante et plus consciente le malaise provoqué par la guerre. La visite des délégués du Soviet à Turin trouve un écho et une adhésion immédiate dans la sympathie avec laquelle on considère la Russie à ce moment-là, mais l'enthousiasme a une autre raison encore : la possibilité d'être tous ensemble, unis, pour la première fois depuis de longues années, et de se compter et de crier tous d'une seule voix sa propre révolte contre l'oppression de la guerre.

Les « vive Lénine » signifient que Lénine représente la plus intransigeante et la plus radicale des exigences de paix, et qu'en acclamant son nom on manifeste sa propre haine de la bourgeoisie qui a voulu la guerre, et qui calomnie et persécute Lénine.

A l'origine de cet état d'esprit se trouve la propagande des socialistes de gauche, qui exercent une forte influence sur la section locale, et trouvent chez le Turinois Francesco Barberis l'un de leurs porte-parole les plus populaires. Le leitmotiv de cette propagande est l'exhortation à « faire comme en Russie ». Ce qui frappe l'imagination populaire est probablement « le fait qu'un peuple, poussé à la guerre par son souverain, a contraint celui-ci d'abandonner son pouvoir et de le céder aux révolutionnaires » (Monticone); un autre facteur important, c'est le discours prononcé le 17 juillet par le réformiste Claudio Trèves devant la Chambre, où a été lancé le mot d'ordre : « L'hiver prochain, plus de tranchées. »

La paix reste donc toujours l'objectif auquel la classe ouvrière italienne est le plus sensibilisée, et c'est comme une promesse de paix que le prolétariat accueille l'expérience russe, avec toutes les équivoques et les distorsions que cela implique.

La visite des délégués du Soviet, et surtout le jour sous lequel l'ont présentée les leaders de la gauche, a laissé une profonde impression à Turin. Elle a servi à catalyser une série d'énergies et d'espoirs, à rendre plus vraisemblable et à rapprocher la perspective de la paix et de l'émancipation prolétarienne. Le potentiel de lutte qui s'est peu à peu cristallisé au cours de l'été 1917 a toutefois un revers dramatique : les initiatives aventureuses d'une gauche socialiste, qui n'a pas encore pris conscience de la politique réelle du P.S.I., et des nouvelles exigences tactiques et stratégiques qu'implique l'ouverture d'une perspective révolutionnaire. Les leaders de la gauche, non encore constituée en fraction, fondent entièrement leur propagande et leur action sur le pouvoir magique de formules maximalistes. Serrati, à Turin même, déformant singulièrement la vérité, exagère l'ampleur, la participation et la portée de soulèvements récents de Lombardie; les autres, en général, alimentent constamment une attente diffuse parmi les travailleurs, les exhortant à se tenir prêts en vue d'un mot d'ordre du parti, qui marquera le passage à l'action.

Ce qui frappe dans cette attitude, ce n'est pas tant la volonté de former une conscience révolutionnaire de classe, que la prétention de provoquer un affrontement en ignorant les dangers qu'un tel affrontement impliquerait pour le mouvement ouvrier lui-même.

Et c'est justement à Turin, quelques jours après la visite des délégués russes, que l'on peut constater un résultat tangible de cette situation.

Entre le 22 et le 26 août un soulèvement populaire de très vastes proportions et d'une grande violence bouleverse la ville tout entière. Le manque de pain qui amorce le mouvement n'est qu'un motif occasionnel : par la suite les autorités gouvernementales, celles de la police, aussi bien que les dirigeants socialistes le reconnaîtront unanimement. On a déjà dit que Turin souffre moins de la guerre que toute autre ville italienne; la mobilisation y est très limitée, les salaires des métallurgistes sont élevés.

Le soulèvement prend immédiatement un caractère politique (contre la guerre) et spontané. La direction politique du mouvement échappe à la section socialiste, dont les dirigeants sont parmi les combattants les plus décidés sur les barricades dressées hâtivement dans les quartiers ouvriers pour la défense contre la cavalerie.

Les combats se succèdent pendant quelques jours, et les insurgés laissent sur le terrain cinquante morts et des centaines de blessés, tandis que les pertes de la police se limitent à quelques unités : ce qui montre suffisamment que la population est allée jusqu'à se battre dans les rues tout en étant sans armes et sans préparation. Des tentatives sont faites pour amener les troupes à fraterniser, mais sans aucun résultat significatif, car les soldats ont cru que le soulèvement avait été inspiré par les Empires centraux, et ils n'ont pas hésité à tirer sur la foule désarmée.

Serrati accourt de Milan, pour tenter vainement de prendre la direction du soulèvement. Turin, paralysé par la grève générale, est complètement isolé; dans la province on n'enregistre que des grèves de solidarité et de sympathie. Dans le reste du pays, aucune nouvelle ne transpire; les dirigeants réformistes ne bougent pas et la censure organise une conspiration du silence autour de ces journées sanglantes.

Le 22 août, le jour même où les heurts avec la police ont éclaté, les provisions demandées sont arrivées, mais cela ne suffit pas à apaiser les esprits. Quatre jours après, la crise du pain n'est toujours pas résolue, mais la ville est redevenue tranquille. Le lundi 27 le travail reprend.

Quelques années plus tard, un témoin oculaire, le socialiste Mario Montagnana, qui par la suite fera partie du groupe de l'*Ordine nuovo*, évoquera ainsi ces événements : « On ne peut affirmer que les soulèvements ont été étouffés dans le sang. En réalité ces hommes n'ont pas été tués : ils sont morts parce que les ouvriers, après avoir déchargé leur colère et leur haine de la guerre, ne savaient plus que faire, ni vers quel but immédiat diriger leurs efforts. »

Un an après, la justice frappera de lourdes peines un groupe d'hommes, pour la plupart des ouvriers socialistes et anarchistes, accusés d'être les responsables du mouvement. Parmi eux, se trouvera Serrati lui-même.

Les événements de Turin, leur déroulement et la déroute des ouvriers sonnent l'alarme pour la tendance socialiste de gauche qui, à la fin du mois d'août, au cours d'une réunion à Florence, se constitue en « fraction intransigeante révolutionnaire ». Peu de temps après, cette fraction prendra le nom de « maximaliste », traduction incorrecte du terme « bolchevik », qui signifie simplement « majoritaire ». En font partie des députés, tel Arturo Caroti, de vieux socialistes, tels Mario Trozzi et Luigi Salvatori, des cadres ouvriers tels les Milanais Luigi Repposi et Bruno Fortichiari, et Amadeo Bordiga, qui dirige à ce moment-là le bulletin de la Fédération de Jeunes *l'Avanguardia*.

Cette fraction recevra en peu de temps l'adhésion d'un nombre important de sections, mais dans les années suivantes, de nombreux changements bouleverseront le noyau promoteur de l'assemblée de Florence. Au début, les revendications essentielles de la fraction intransigeante se limitent à exhorter le groupe parlementaire socialiste à se subordonner aux directives du parti, et à rappeler la nécessité de se préparer à prendre la direction des explosions de mécontentement et de révolte populaires, qui se produiront dans des proportions d'autant plus vastes et avec d'autant plus d'urgence qu'augmenteront le malaise social et l'hostilité à la guerre. La plate-forme sur laquelle s'appuie la fraction consiste dans la conviction que l'effondrement de la bourgeoisie internationale sera précipité par la fin de la guerre, que la destruction du système capitaliste tout entier est imminente, et que par conséquent le problème de la prise du pouvoir par le prolétariat est à l'ordre du jour. Cette conviction jaillit de la leçon qu'offre les événements russes, et sera renforcée quelques semaines plus tard par la victoire de Lénine.

Il importe de souligner ici que ce qui caractérise le premier noyau de la fraction de gauche et le maximalisme italien, c'est la manière dont les événements d'Octobre ont été accueillis : l'appréciation de la Révolution russe pour sa valeur de symbole plutôt que pour l'ensemble des problèmes stratégiques et tactiques nouveaux qu'elle pose, plutôt comme un exemple lumineux à imiter que comme l'occasion de se livrer à un examen critique approfondi de la situation présente et comme une expérience féconde en enseignements précieux. Somme toute, on ne s'éloigne

pas trop de la réalité en affirmant que même de ce point de vue, entre le maximalisme serrati et le réformisme turatien les liens sont beaucoup plus profonds et solides que ne le disent les apparences et que ne veut l'affirmer Serrati lui-même. D'une part, ce n'est certainement pas par hasard que la gauche maximaliste continue à considérer comme des documents fondamentaux les plates-formes de Zimmerwald et de Kienthal. Et d'autre part, le ferme refus (en 1920) de se soumettre aux vingt et une conditions d'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale, en expulsant l'aile réformiste, sous-entend, derrière la revendication d'autonomie, une interprétation restrictive de l'expérience russe. Les maximalistes considèrent que cette expérience se limite à un espace économiquement et politiquement arriéré. Ils partagent cette opinion avec les principaux dirigeants de la II<sup>e</sup> Internationale et les réformistes italiens.

Quelques mois après les événements d'août, ce fut la déroute de l'armée italienne. Il est maintenant hors de discussion qu'elle doit être imputée au Haut Commandement militaire plutôt qu'à la pénétration du pacifisme parmi les soldats. L'enquête menée par le Parlement ne parvient pas elle-même à des résultats différents. Aucun rapport de causalité n'existe entre la défaite de Caporetto et les mouvements de Turin. Le calme avec lequel les couches populaires et l'opinion publique en général accueillent les nouvelles de la défaite, et le fait que la gauche socialiste se borne à blâmer les tirades patriotiques de Turati et à réaffirmer son attachement aux principes de Zimmerwald et de Kienthal, prouvent l'inexistence d'une solution révolutionnaire, en raison de la faiblesse de la gauche socialiste et son incapacité à se libérer, dans les faits, du réflexe patriotique.

Il est assez significatif que même certains historiens italiens, tels Leo Valiani et Renzo De Felice, aient trouvé dans la déroute de l'armée italienne, dans le trouble, la débandade, dans la crise profonde qui l'a engendrée et qui suivra dans la classe dirigeante, les seuls prémisses d'une révolution italienne à venir.

La réaction du socialisme italien est tellement faible, et la jonction entre ses tendances pacifistes et une politisation réelle des masses populaires est tellement précaire, qu'aucune opposition notable ne s'élève contre l'arrestion de Cos-

tantino Lazzari, en janvier 1918. Selon les actes du procès, il s'agit d'un coup porté au refus de collaboration patriotique au moment de la défaite, et à l'ensemble de la politique socialiste au cours de la guerre.

Mais, entre-temps, dans le parti même, mûrissent des forces qui font leur apprentissage des réalités, et que la Révolution d'Octobre d'abord, la crise profonde de l'après-guerre italien ensuite, pousseront vers une rupture définitive avec les analyses et l'organisation du socialisme traditionnel. On est ici aux origines du communisme italien, avec les deux pôles qu'incarnent Amadeo Bordiga et Antonio Gramsci.

L'un des premiers commentaires sur la Révolution d'Octobre est dû au jeune Gramsci; il paraît dans l'hebdomadaire socialiste turinois *Il grido del popolo* et son titre, « La révolution contre *le Capital* », constitue déjà une ébauche de programme. Il illustre le climat politique du moment ainsi que la formation théorique et politique, et le sens de l'adhésion du jeune Gramsci au marxisme. C'est sur ce problème que l'historiographie italienne la plus récente concentre son attention.

La clé pour l'interprétation de la Révolution d'Octobre proposée par Gramsci, porte encore les traces de l'idéalisme de Giovanni Gentile. Le capital malgré et contre lequel a pu triompher la révolution bolchevique est le capital avec un « c » majuscule, *le Capital* de Karl Marx : interprétation que Gramsci emprunte telle quelle à l'« intelligentsia » russe et, plus généralement, à la II<sup>e</sup> Internationale.

La victoire du bolchevisme est celle de la réalité et de l'expérience sur l'orthodoxie et la stérilité de toute culture livresque. Il échappe évidemment à Gramsci que le bolchevisme et la révolution ont pu triompher en Russie grâce au *Capital*, c'est-à-dire grâce à la supériorité d'une connaissance et d'une analyse de la société russe qui se sont approfondies, enrichies et affinées pendant vingt ans de luttes politiques, mais dont la mise en œuvre est le fruit, précisément, d'une lecture attentive et rigoureuse des travaux de Marx, surtout du *Capital*.

Gramsci se révolte contre la réduction positiviste et mécaniste de l'œuvre de Marx, par les théoriciens de la II<sup>e</sup> Internationale, sans se soucier de vérifier leurs argu-

ments, alors que nous pouvons douter de sa connaissance directe du marxisme.

Ce qui, pour Gramsci, reste valable dans l'œuvre de Marx c'est l'« esprit » qui régit son œuvre, dans la mesure où celle-ci se rattache à la grande tradition philosophique allemande. Ce que Gramsci refuse, c'est la prétendue théorisation marxienne du rapport entre le développement de la production et les phases révolutionnaires, qui, à ses yeux, se trouve démentie d'une façon éclatante par le triomphe d'une révolution prolétarienne dans un pays économiquement arriéré.

Ainsi Gramsci non seulement ne parvient pas à définir le véritable objectif de sa polémique — la révision kautskienne du marxisme — mais il se prive même de la possibilité de comprendre le vrai sens de l'expérience bolchevique ainsi que de l'utilisation que l'on peut en faire.

Nous n'aurions pas insisté si longuement sur cette interprétation gramscienne si nous ne pouvions y trouver, sous une forme excessivement « philosophique » certains éléments de son évolution ultérieure et de son activité de militant politique. Ce premier ralliement du jeune Gramsci à la Révolution d'Octobre constitue une référence utile et nécessaire, en tant que premier témoignage d'une adhésion inconditionnelle, qui poussera Gramsci à réinterpréter et à introduire dans le contexte italien un aspect de l'expérience russe. En outre il contient déjà les limites profondes et les erreurs qui fausseront l'expérience ultérieure des Conseils d'usine.

Sur un plan différent se développe l'action de ce que nous avons défini comme l'autre pôle du communisme italien, c'est-à-dire la tendance réunie — encore incomplètement en cette période — autour d'Amadeo Bordiga.

Il y a bien des analogies entre certaines positions et expériences léninistes et quelques positions et expériences bordiguistes, mais s'il s'agit de porter un jugement définitif sur Bordiga, elles ne suffisent pas à réfuter efficacement les réserves que Lénine lui-même a exprimées à son sujet dans *La maladie infantile du communisme*. Cela n'empêche que la découverte de ces analogies soit significative.

Nous avons déjà parlé des analogies entre l'attitude prise dès 1914 par Bordiga à l'égard de la guerre, dont témoigne son activité de journaliste et la plate-forme de la minorité

de gauche de Zimmerwald et Kienthal. En fait, du point de vue théorique, Bordiga est parvenu au cours du conflit à une analyse de la nature de l'impérialisme et de la guerre insuffisamment élaborée, mais inconciliable avec l'attitude officielle du P.S.I.; mais il n'a pas su tirer toutes les conséquences qui en découlent sur le plan politique, et n'a pas travaillé à élaborer une autre perspective. Au contraire, pour toute la durée du conflit, il a réduit au minimum son activité politique, comme s'il avait été convaincu de l'impossibilité momentanée d'agir, et s'était proposé d'attendre la fin de la guerre pour profiter d'une situation plus favorable.

Bordiga est donc l'un des responsables du décalage qu'on enregistre après la guerre, entre le sommet de la crise du capitalisme et la transformation de l'avant-garde révolutionnaire en parti.

Ce qui rapproche le plus, toutes proportions gardées, l'expérience bordiguiste de celle de Lénine, c'est que Bordiga, dans un espace économiquement et socialement arriéré, tel l'arrière-pays napolitain — où se déploie l'essentiel de son activité politique — et plus généralement le Midi de l'Italie, a adopté et proposé des solutions analogues à celles que les bolcheviks ont expérimentées dans leur pays socialement et économiquement arriéré, et qui dérivent d'une même problématique.

Dès les premières années de son activité militante, Bordiga se bat avec fermeté et ténacité contre l'organisation ouvrière de la majorité locale, d'inspiration socialiste. Cette organisation considère que les particularismes de la situation socio-économique de la région, dépassent et rendent irréalisable la plate-forme politique nationale du P.S.I. Ce dernier n'en a pas moins continué à patronner officiellement l'organisation locale jusqu'en 1914, et celle-ci gardera ensuite des rapports avec le parti.

La politique de l'Union socialiste napolitaine trouve dans le sous-développement du Midi la justification de ses procédés, marqués d'électoratisme. La pénétration de la franc-maçonnerie dans ses rangs facilite et stimule en même temps de larges alliances, pour lesquelles le prolétariat local n'est qu'une masse de manœuvre et une réserve de voix. Quant aux groupes sociaux organisés ce sont les plus arriérés — les plus nombreux aussi — ou les éléments petits-



bourgeois corrompus politiquement, comme les typographes et les dockers. Il suffit de penser que ni à Naples ni en province il n'existe de syndicat de métallurgistes, qui sont pourtant quelques dizaines de milliers. Un syndicat ne se constituera qu'en 1916, sous l'impulsion du noyau bordiguiste et de la C.G.L.

En s'opposant aux arguments avancés par les différents leaders napolitains pour justifier leur absence de sérieux politique, Amadeo Bordiga soutient avec entêtement la nécessité d'une « unification » stratégique du Midi avec le Nord, et l'importance secondaire des particularités locales, face à la présence, quoique à une échelle réduite, de l'exploitation capitaliste et d'une classe ouvrière en voie de formation, à laquelle il faut se rallier à partir d'une plateforme de classe.

Il est évident que la démystification conduite par Bordiga, de la politique de clientèle du socialisme méridional, s'identifie, toutes choses égales par ailleurs, avec celle entreprise par les léninistes contre la lecture kautskienne de Marx.

Pendant quelque temps les hypothèses de Bordiga restent circonscrites à un milieu restreint. Mais déjà pendant la dernière année de guerre, quand la perspective socialiste est devenue, en Russie, une réalité que la classe ouvrière mondiale regarde avec enthousiasme et avec une foi renouvelée, ces hypothèses deviennent agissantes et capables de développer à Naples un fort mouvement prolétarien, qui engage la classe ouvrière méridionale dans la dynamique de la lutte des classes, à laquelle elle avait toujours été étrangère, et qui semblait être l'apanage exclusif des centres industriels d'Italie du Nord.

Une analyse, d'un autre genre, est encore entièrement à faire, de la direction, des résultats des luttes, et du poids de celles-ci dans la défaite de la classe ouvrière italienne. Malgré la victoire militaire, le tableau qu'offre l'après-guerre italien, est celui d'un pays vaincu. Le chômage croissant est rendu encore plus dramatique par l'arrêt forcé de l'émigration; l'inflation monétaire, l'augmentation du coût de la vie, l'absence de conversion des industries de guerre, rendent insupportable la condition ouvrière et provoquent des luttes incessantes qui ébranlent le pays tout entier.

La classe dirigeante italienne, dans la crainte d'une aggravation de la crise sociale qui mettrait en danger son

pouvoir, préfère remettre provisoirement la solution des problèmes de la reconstruction économique et bloquer autant que possible l'avance du prolétariat en lui faisant quelques concessions. En 1919 la classe ouvrière obtient facilement quelques améliorations importantes, parmi lesquelles la journée de travail de huit heures, bientôt étendue à toutes les catégories de travailleurs. Même les paysans sont en effervescence et, surtout dans le Midi, on enregistre de nombreuses occupations de terres.

Aussi bien le P.S.I. que la C.G.L. voient s'accroître démesurément leur prestige et leur pénétration dans la classe ouvrière; ce qui souligne d'autant plus l'absence d'une analyse et d'une stratégie capables de proposer une direction sûre aux masses qui affluent dans les rangs socialistes.

La tendance maximaliste, qui regroupe désormais la majorité du parti sous l'égide de Serrati, se rend compte de cet état de choses, mais se montre également incapable de dégager un programme et préfère se réfugier dans un verbalisme révolutionnaire, dont le seul résultat sera d'alimenter l'illusion qu'on est à deux pas du pouvoir, ce qui rendra la défaite plus amère et dramatique. L'exaltation de la victoire du prolétariat russe paraît suffire à constituer une stratégie; c'est la référence toujours présente dans les luttes ouvrières et qui semble transfigurer toute revendication.

La classe ouvrière italienne révèle toute sa disponibilité et son désir impatient de renouvellement social, dans l'enthousiasme avec lequel elle s'approprie l'exemple russe, et dans ses nombreuses manifestations d'internationalisme. En avril 1919, Rome est paralysée par une grève générale de protestation contre l'interdiction de manifester en faveur de la Russie soviétique. En juin, les marins d'un bateau refusent de décharger les armes destinées à la contre-révolution russe. Le mouvement italien est le seul qui tient son engagement avec les camarades français et anglais, de promouvoir une grève générale de solidarité internationale avec les républiques soviétiques de Russie et de Hongrie, et de protestation contre l'intervention des puissances alliées en faveur de Koltchak. Enfin lorsque le 6 mars 1919, la III<sup>e</sup> Internationale est fondée, le P.S.I. y adhère à l'unanimité.

Mais cette adhésion, par la signification symbolique qu'on

lui attribue, éclaire encore une fois l'incompréhension fondamentale de la gauche socialiste à l'égard de l'après-guerre mondial.

On perdra un temps précieux, on laissera passer toutes les occasions favorables, avant d'en venir à la scission qui confèrera l'autonomie à l'aile communiste.

Si Gramsci accueille la Révolution russe comme une « révélation », comme la libération du socialisme des schémas doctrinaires mis en cause par la réalité, Bordiga, de son côté, sans en diminuer le sens et la portée, prend à son égard et à l'égard du léninisme, une attitude assez différente. Il n'ignore pas et ne perd pas une seule occasion de le souligner, que la Révolution d'Octobre a ouvert une époque nouvelle dans l'histoire de la lutte de classes. Toutefois Bordiga refuse toute originalité au léninisme : celui-ci, affirme-t-il, n'est rien d'autre que le marxisme classique et n'ajoute rien à son contenu.

Malgré cela, Bordiga est un interprète attentif et minutieux des événements russes, ce dont témoigne de façon décisive sa polémique avec Gramsci au sujet de l'expérience des Conseils d'usine de Turin en 1920.

Immédiatement après la guerre, tous deux sont persuadés que la crise actuelle rend tangible et immédiate la perspective de la prise du pouvoir, dont la Révolution russe a augmenté les probabilités.

A Turin, Gramsci a tiré la leçon du soulèvement d'août 1917. En 1919 il fonde l'hebdomadaire *Ordine nuovo*, autour duquel se regroupent ceux qui resteront dans les années à venir — même après l'expérience de la direction bordiguiste — les protagonistes du mouvement communiste italien. Parmi eux, se trouvent Palmiro Togliatti, Umberto Terracini, Angelo Tasca. Leur exigence commune est de reproduire l'expérience russe, en lui empruntant quelques modèles applicables à la réalité italienne. Quelques mois plus tard, naissent les Conseils d'usine, inspirés des Soviets ouvriers et émanant des Comités d'entreprise.

Ils ressentent l'exigence de renouvellement démocratique, s'opposent à la bureaucratie syndicale, et incarnent le projet d'une réorganisation du syndicat sur une base industrielle, rompant ainsi avec la tradition de l'organisation par profession. Le conseil d'usine reflète l'organisation du travail dans l'usine : en font partie des délégués de chaque départe-

tement, élus sans distinction par tous les ouvriers, et dont le mandat est révocable.

Les Conseils sont l'organisation des producteurs, et, ainsi que le théorisait Gramsci, l'embryon du futur Etat socialiste en tant qu'Etat des producteurs.

Plutôt que reprendre l'expérience des Soviets, la théorie et la pratique des Conseils turinois montrent une grande affinité avec des expériences analogues entreprises par le syndicalisme révolutionnaire des Etats-Unis, bien connu de Gramsci.

Les Conseils deviennent les protagonistes des luttes ouvrières, au moins à Turin, où est circonscrite leur existence. Ils offrent une capacité de mobilisation assez vaste et permettent de stimuler, de développer et de discipliner des énergies dispersées ou insuffisamment utilisées. Mais la perspective d'action dont ils découlent est bien loin de s'inspirer d'un schéma révolutionnaire.

C'est ce que Bordiga reproche à Gramsci, polémiquant avec lui dans les pages de *Il soviet*, l'hebdomadaire napolitain qu'il dirige, et qui deviendra, à la fin de 1919, l'organe de la fraction abstentionniste.

La discussion se déroule sur le plan théorique, et Bordiga n'est pas le seul Napolitain qui y participe. L'objection principale adressée aux Turinois est l'attitude « productiviste » qui régit l'idée des conseils, et la priorité qu'ils donnent à la lutte économique par rapport à la lutte politique pour la conquête du pouvoir. Bordiga met en lumière la conception réformiste implicite dans l'organisation des Conseils. Se situant dans la ligne de la théorie léniniste, et se fondant sur l'analyse des problèmes de la classe ouvrière russe, il insiste sur la priorité de la conquête violente du pouvoir comme instrument de l'expropriation progressive de la bourgeoisie de son pouvoir économique.

Cela met au premier plan le rôle du parti politique de la classe ouvrière, et Bordiga travaille à sa constitution. La conscience de ce rôle fait de lui le vrai fondateur du Parti Communiste Italien.

En 1919 la fraction dirigée par Bordiga continue à alimenter la perspective d'une rupture avec les réformistes, en même temps que, sous la pression des événements, elle ressent l'urgence de donner un débouché à la combativité ouvrière.

La meilleure preuve de cette prise de conscience est le préalable de l'abstentionnisme, qui s'explique par la nécessité de ne pas gaspiller d'énergies dans les compétitions électorales, et de concentrer tout son effort dans la poursuite de buts révolutionnaires.

Dans ces répercussions des événements russes en Italie, nous pouvons distinguer deux phases. Au cours de la première, qui comprend deux années, les événements de Russie ont donné une énorme impulsion à la mobilisation des masses ouvrières. En même temps, interprétés et repris par les dirigeants maximalistes, ces événements ont constitué un élément d'équivoque et de diversion par rapport à la problématique imposée par la situation réelle. Dans la deuxième phase, qui coïncide avec la scission de Livourne et la fondation du Parti communiste, les événements russes sont vus dans leur signification la plus générale tant sur le plan italien que sur le plan interne. Il est déjà trop tard : les défaites ouvrières ont éloigné le danger de la crise sociale pour la bourgeoisie italienne qui passe à la contre-attaque.

Andreina DE CLEMENTI.